



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR LES INSTALLATION DE SECURITE DU SIEGE DE LA BOAD

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

Date de publication	09 juin 2026
Référence du marché	AOON/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD
Intitulé du marché	Fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité du Siège de la BOAD
Maître d'Ouvrage	Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
Pays	TOGO

Jun 2026

PREAMBULE

PREAMBULE

Ce Dossier d'Appel d'Offres (DAO) a été élaboré afin de sélectionner une ou plusieurs entreprises locales, en vue de la fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité au Siège de la siège de la BOAD, par voie d'Appel d'Offres Ouvert National.

Le DAO comprend :

A. AVIS DE MARCHE

Cette partie contient un modèle d'avis de marché.

B. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Cette partie fournit aux candidats les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres et sur l'attribution des marchés.

C. AUTRES INFORMATIONS

Cette partie comprend : i) les spécifications techniques, ii) l'offre financière et iii) les grille d'évaluation.

D. FORMULAIRE DE SOUMISSION, DECLARATION SUR L'HONNEUR SUR LES CRITERES D'EXCLUSION, MODELES DE GARANTIE DE SOUMISSION, AUTORISATION DU FABRICANT

Cette partie comprend : i) le formulaire de soumission et ii) le modèle de déclaration sur l'honneur sur les critères d'exclusion, iii) un modèle de garantie de bonne exécution.

A. AVIS DE MARCHE

AVIS DE MARCHÉ DE FOURNITURES

Procédure ouverte nationale

Fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité du Siège de la BOAD

AOON/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD DESCRIPTION DU PROJET

1. Description du marché

La Banque sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture de pour procéder à la fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité du Siège de la BOAD en trois (03) lots distincts. Ces lots sont indépendants et la BOAD pourra retenir des sociétés différentes pour chacun de ces lots en fonction des réponses reçues.

1. Nombre et intitulés des lots

Le présent appel d'offres est scindé en trois (03) lots distincts :

- lot 1 : fourniture des pièces de rechange de contrôle d'accès et de vidéosurveillance conformément ;
- lot 2 : la fourniture des pièces de rechange de la sécurité incendie ;
- lot 3 : la fourniture des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES).

Un soumissionnaire peut faire des offres pour un ou tous les trois lots. En cas de soumission pour plus d'un lot, il devra remettre des offres distinctes. Il peut être attributaire des lots sous réserve de remplir les exigences relatives aux lots.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

2. Éligibilité et règle de l'origine

La participation à cet appel d'offres ouvert international tel que défini dans le Guide d'Achats de la BOAD (disponible à l'adresse <https://www.boad.org/fr/opportunités/appels-doffre/>), concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres International et qui ne sont pas frappés par les dispositions du Guide.

La participation au marché est ouverte aux personnes morales (participant soit individuellement, soit dans un groupement - consortium - de soumissionnaires).

3. Nombre d'offres

Une personne morale ne peut pas soumettre plus d'une offre pour un lot donné, quelle que soit la forme de sa participation (soit individuellement, soit dans un groupement - consortium - de soumissionnaires). Dans le cas où une personne morale soumettrait plus d'une offre, toutes les offres auxquelles cette personne participe seront éliminées. Les offres ne portant que sur une partie des prestations requises ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires peuvent soumettre une offre pour une variante en plus de leur offre pour les fournitures requises dans le dossier d'appel d'offres. Dans le cas d'une variante, l'évaluation se fera sans la variante. Toutefois, un candidat peut soumissionner pour plus d'un lot.

4. Situations d'exclusion

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration signée, incluse au formulaire de soumission pour un contrat de fournitures, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées au point 2.2.2 du Guide des achats de la BOAD.

5. Possibilités de sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée.

6. Garantie de soumission

N/A

7. Garantie de bonne exécution

Il sera demandé à l'attributaire de fournir une garantie de bonne exécution égale à dix pour cent (10 %) de la valeur du marché à la signature du contrat/réception du bon de commande. Cette garantie doit être fournie dans un délai de 15 jours avec le contrat contre signé, ou dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'adjudication définitive, avant la réception du bon de commande.

Si l'attributaire ne fournit pas la garantie requise dans le délai imparti, le contrat sera frappé de nullité.

8. Réunion d'information et/ou visite de site

Il n'est prévu ni visite de site ni réunion d'information dans le cadre du présent marché.

9. Validité des offres

Les offres sont valables pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

10. Date prévue de mise en œuvre du marché

Le 15 août 2026.

11. Période de livraison des équipements.

Soixante (60) jours à compter de la date de signature du contrat ou de réception du bon de commande.

CRITÈRES DE SELECTION ET D'ATTRIBUTION

12. Critères de sélection

Les critères de sélection suivants seront appliqués aux soumissionnaires. Dans le cas où les offres seraient soumises par un consortium, ces critères de sélection s'appliqueront au consortium dans son ensemble :

1) Capacité technique du soumissionnaire

Dans le cas où le soumissionnaire est un organisme public, une information équivalente devrait être fournie.

- a) Le soumissionnaire devra prouver qu'il a les capacités techniques d'exécution de ce marché, avec une expérience avérée d'au moins 3 ans minimum dans le domaine de la fourniture des équipements de sécurité et d'électricité. Il devra fournir les preuves d'exécution et les références y relatives (attestations de bonne exécution) d'au moins deux (02) marchés similaires au cours des trois dernières années (2023, 2024 et 2025) d'au moins :

- quatre millions (4 000 000) FCFA HT pour le lot n°1 ;
- trois millions (3 000 000) FCFA HT pour le lot n°2 ;
- quatre millions (4 000 000) FCFA HT pour lot n°3

2) Capacité économique et financière

- a) Au cas où le soumissionnaire est un organisme public, des informations équivalentes devront être fournies :

Avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel (calculé sur les années 2023, 2024 et 2025) de :

- quatre millions (4 000 000) FCFA HT pour le lot n°1 ;
- trois millions (3 000 000) FCFA HT pour le lot n°2 ;
- quatre millions (4 000 000) FCFA HT pour lot n°3.

- b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie de début et de fin d'exercice doivent globalement être excédentaires.

13. Critères d'attribution

Pour chaque lot, le marché sera attribué à l'offre la moins disante, conforme sur les plans administratif, technique et dont le montant est inférieur ou égal au budget disponible.

SOUMETTRE UNE OFFRE

COMMENT SOUMETTRE UNE OFFRE ?

14. Comment obtenir le dossier d'appel d'offres ?

Les candidats intéressés peuvent télécharger le DAO complet à l'adresse mentionnée ci-après :

<https://www.boad.org/fr/opportunités/appels-doffre/>.

à compter du **09 juin 2026**.

Les offres doivent être rédigées uniquement au moyen du formulaire type de soumission pour les marchés de fournitures inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont les dispositions et la présentation doivent être strictement respectées.

Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit aux adresses suivantes : ynougbessou@boad.org et jaho@boad.org, avec copie à consultationdpa2026@boad.org ou par téléphone au +228 22 23 26 71 (avec mention de la référence de publication indiquée au point 1) au moins douze (12) jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 15. La Banque répondra aux questions au moins huit (8) jours avant la date limite de soumission des offres. Des éclaircissements ou des changements mineurs au dossier d'appel d'offres seront publiés au plus tard huit (08) jours avant la date limite de soumission des offres sur le site de la BOAD :

<https://www.boad.org/fr/opportunités/appels-doffre/>.

15. Date limite de soumission des offres

Les offres doivent être déposées au Siège de la BOAD, 68 avenue de la Libération Lomé (Togo) avant le **24 juillet 2026 à 10h00 TU**, en main propre, par lettre recommandée ou courrier express avec accusé de réception ou délivrée par porteur contre décharge du registre DAO de la BOAD. Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

16. Séance d'ouverture des offres

Les offres seront ouvertes via zoom, en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent y participer à une date qui leur sera communiquée ultérieurement. A cet effet, il est demandé à tous les soumissionnaires de mentionner leur adresse mail dans le registre des DAO au moment du dépôt de leurs offres. Un procès-verbal sera rédigé par le comité et sera disponible sur demande.

17. Debriefing

Toute entreprise qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été retenue doit en faire la demande. La Banque communiquera dans les plus brefs délais par écrit l'explication du rejet de la proposition. Si le soumissionnaire fait la demande d'assister à une réunion de débriefing, il devra en assumer tous les coûts.

18. Langue de la procédure

Toutes les communications écrites de cette appel d'offres doivent être faites en français.

19. Base juridique

Le Guide des Achats de la BOAD, disponible sur le site : <https://www.boad.org/fr/nos-publications/nos-documents/guides-des-achats-boad/>.

NB : La BOAD se réserve le droit de ne pas donner suite au présent avis de marché.

B. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente, auxquelles il déclare renoncer.

Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce dossier d'appel d'offres et s'y conformer.

Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée. Aucune réserve émise dans l'offre par rapport au dossier d'appel d'offres ne peut être prise en compte ; toute réserve pourra donner lieu au rejet immédiat de l'offre sans qu'il soit procédé plus avant à son évaluation.

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des contrats dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec les dispositions du Guide des Achats de la BOAD, qui s'applique au présent appel (disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.boad.org/fr/nos-publications/nos-documents/guides-des-achats-boad/>).

1. Calendrier (prévisionnel)

	DATE	HEURE
Date de publication de l'avis de passation du marché	09/06/2026	-
Date limite pour les éventuelles demandes de clarification adressées à la Banque	13/07/2026	17h00
Date limite de mise à jour de l'appel d'offres	20/07/2026	17h00
Date limite de soumission des offres	24/07/2026	10h00

2. Prestations à fournir

Les prestations attendues dans le cadre du présent DAO vise la fourniture de pièces de rechange pour le siège de la BOAD suivant les spécifications techniques. Les pièces à fournir sont listées dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	QUANTITE
Fourniture des pièces de rechange de contrôle d'accès et de vidéosurveillance		
1	Porte badge étanche IDS76+	200
2	Cordons de badge simple avec enrôleur	100
3	Enrouleur pour porte badge noir	100
5	Ferme-porte 120 Kg	2
6	Ferme-porte 65 Kg	5
7	Badges	100
8	Dual Reader Interface DRI	3
9	Caméra projecteur	1
10	Caméra dôme PTZ	1
Fourniture des pièces de rechange de la sécurité incendie		
1	Diffuseurs sonores sans socles	10
2	Socle pour diffuseur sonore	10
3	Module Déporté MD20 avec 2 AES	1
Fourniture des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES)		
1	Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité	50

3. Participation

La participation au marché est ouverte aux personnes morales (participant soit individuellement, soit dans un groupement - consortium - de soumissionnaires). Les personnes morales ne peuvent pas se trouver dans l'une quelconque des situations d'exclusion mentionnés au point 2.2.2 du Guide des achats de la BOAD.

4. Origine

Sauf dispositions contraires du contrat/bon de commande, toutes les fournitures et les matériaux doivent être originaires de l'un des États éligibles, tels que définis dans le Guide des achats de la BOAD.

5. Devise

Les offres devront être libellées en FCFA.

6. Lots

Cet appel d'offres est réparti en trois (03) lots distincts présentés comme suit :

- lot 1 : fourniture des pièces de rechange de contrôle d'accès et de vidéosurveillance conformément ;
- lot 2 : la fourniture des pièces de rechange de la sécurité incendie ;
- lot 3 : la fourniture des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES).

Pour chaque lot, il est demandé la fourniture de plusieurs pièces dont les désignations et les quantités sont précisées dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	QUANTITE
Lot 1 : Fourniture des pièces de rechange de contrôle d'accès et de vidéosurveillance		
1	Porte badge étanche IDS76+	200
2	Cordons de badge simple avec enrôleur	100
3	Enrouleur pour porte badge noir	100
5	Ferme-porte 120 Kg	2
6	Ferme-porte 65 Kg	5
7	Badges	100
8	Dual Reader Interface DRI	3
9	Caméra projecteur	1
10	Caméra dôme PTZ	1
Lot 2 : Fourniture des pièces de rechange de la sécurité incendie		
1	Diffuseurs sonores sans socles	10
2	Socle pour diffuseur sonore	10
3	Module Déporté MD20 avec 2 AES	1
Lot 3 : Fourniture des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES)		
1	Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité	50

Ces lots sont indépendants et la BOAD pourra retenir des sociétés différentes pour chacun de ces lots en fonction des réponses reçues.

7. Période de validité

Chaque soumissionnaire reste lié par son offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite pour la remise des offres.

8. Langue des offres

Les offres, la correspondance et les documents associés aux offres échangées entre le soumissionnaire et la Banque doivent être rédigés dans la langue de la procédure qui est le français. Lorsque les documents

d'accompagnement fournis par le soumissionnaire ne sont pas rédigés en français, **une traduction devrait être jointe.**

9. Présentation des offres

- 9.1 Les offres doivent être reçues avant la date et l'heure limites précisées au point 1. Elles doivent comporter tous les documents spécifiés au point 10 des présentes instructions et être envoyées sous enveloppe scellée avec les mentions obligatoires ci-après :

**Monsieur le Directeur du Département de l'Administration Générale
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
68, Avenue de la Libération
BP 1172 Lomé-Togo**

Les offres se conformeront aux conditions suivantes :

- 9.2 Toutes les offres doivent être présentées en un exemplaire original unique, marqué « original » et quatre (04) copies signées de la même façon que l'original et portant la mention « copie ».
- 9.3 Toutes les offres doivent parvenir au Siège de la BOAD, 68 avenue de la Libération, Lomé Togo avant le **24 juillet 2026 à 10h00 TU**, en main propre, par lettre recommandée ou courrier express avec accusé de réception ou délivrée par porteur contre décharge du registre des DAO de la BOAD.
- 9.4 Toutes les offres, y compris les annexes, ainsi que toutes pièces justificatives doivent être présentées sous enveloppe scellée comportant uniquement :
- en haut à gauche : « **Dénomination du soumissionnaire** » ;
 - en haut à droite : « **AOON-N° 031/2026/DAG/DPA/BOAD** » ;
 - au centre : « **A Monsieur le Directeur du Département de l'Administration Générale.**

Offre pour fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité au Siège de la BOAD. A n'ouvrir qu'en séance ».

Les offres technique et financière doivent être présentées et placées ensemble sous une enveloppe scellée.

Toutes les offres seront considérées comme des engagements contractuels et les soumissionnaires doivent en conséquence, dater et signer l'ensemble des pièces constitutives de leur offre ainsi que l'intégralité des documents constitutifs de l'appel d'offres.

- 9.5 Toute modification ou retrait de l'offre soumise doit être soumise avant la date limite de remise de l'offre, dans les mêmes conditions tel qu'indiqué ci-dessus.
- 9.6 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation (pouvoir). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent :
- a) porter clairement sur les enveloppes, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
 - b) reçues par la Banque avant la date et l'heure limites de remise des offres.

Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation. La seule modification envisageable est l'actualisation du prix de l'offre pour uniquement tenir compte des variations de coûts entre la date limite initiale de validité des offres et la date du début de l'exécution du marché.

10. Contenu des offres

Toutes les offres présentées doivent être conformes aux exigences prévues dans le dossier d'appel d'offres et comprendre obligatoirement :

Partie 1 : l'offre technique

N°	PIECES	FORME REQUISE / CONDITIONS D'ACCEPTATION
1	Le formulaire de soumission	élaboré suivant le modèle joint au présent DAO
2	La déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion	établie suivant le modèle joint au présent DAO.
3	L'extrait de l'acte d'immatriculation au Registre de Commerce (RC)	une copie légalisée : la nature de l'activité du RC sera conforme à l'objet de l'appel d'offres.
4	La documentation	<ul style="list-style-type: none">- la description des différentes pièces à fournir comme listées à l'annexe 1 du point C, avec les fiches techniques pour tous les équipements proposés ;- la signature dûment autorisée : un document officiel (statuts, procuration, déclaration devant notaire, etc.) prouvant que la personne qui signe est habilitée à le faire pour le nom et le compte de l'entité/entreprise commune/consortium ;- les preuves des capacités techniques : trois (3) attestations de bonne exécution datant des trois dernières années (2023, 2024 et 2025), dûment signées par le client et comportant : le nom du client ; la date du projet ; le descriptif du projet et le montant ;- les preuves des capacités économiques et financières des trois dernières années (2023, 2024 et 2025).- Preuve de la garantie de bon fonctionnement d'un (01) an

Partie 2 : l'offre financière

- Une offre financière (cf. l'annexe 2 des autres informations du présent DAO), calculée sur une base HTHD, pour les biens offerts, incluant, le bordereau des prix.

NB : L'attributaire du marché devra obligatoirement fournir les documents cités ci-dessous :

- un acquittement de ses obligations fiscales pour la dernière période d'activité ;
- un acquittement des cotisations dues au titre de la caisse de sécurité sociale pour la dernière période d'activité ;
- une attestation de non-faillite.

11. Fixation des prix

11.1 Les soumissionnaires sont réputés s'être assurés, avant le dépôt de leur(s) offre(s), de l'exactitude et du caractère complet de celle(s)-ci, d'avoir tenu compte de tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre complète et correcte du marché et d'avoir inclus tous les frais dans leurs tarifs et leurs prix.

11.2 Les prix sont établis en FCFA hors douanes et CAF rendu Lomé (en séparant les prix FOB, coûts de transports et les frais d'assurance), matériel acheminé par le fournisseur jusque dans les locaux de la BOAD. Il convient de noter qu'après adjudication, aucun frais supplémentaire ne

pourrait être supporté par la Banque.

11.3 Selon que les fournitures proposées sont de fabrication locale ou sont à importer dans le pays du bénéficiaire, les soumissionnaires doivent calculer, par lot, les prix unitaires (et les prix globaux) de leurs offres sur l'une des bases suivantes :

- pour les fournitures de fabrication locale, les prix unitaires et globaux sont à calculer sur la base de la livraison au lieu et dans les conditions indiquées ci-dessus, à l'exclusion de la fiscalité interne frappant la fabrication et la vente des fournitures (**non applicable**) ;
- pour les fournitures à importer dans le pays du bénéficiaire, les prix unitaires et globaux doivent être calculés sur la base de la livraison au lieu et dans les conditions indiquées ci-dessus, à l'exclusion de tous droits et taxes frappant l'importation des fournitures y compris la TVA, dont celles-ci sont exonérées.

11.4 Le marché est à prix fermes et non révisables.

12. Informations complémentaires avant la date limite de remise des offres

Les soumissionnaires peuvent envoyer leurs questions par écrit à l'adresse suivante au plus tard douze (12) jours avant la date limite de remise des offres, en précisant la référence de publication et l'intitulé du marché : eadzimahe@boad.org avec copie consultationdpa2026@boad.org.

La Banque n'a aucune obligation de fournir des éclaircissements après cette date.

Tout éclaircissement apporté au dossier d'appel d'offres sera publié sur le site Internet de la Banque à l'adresse : <https://www.boad.org/fr/opportunités/appels-doffres/> au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres.

Les soumissionnaires potentiels qui chercheraient à organiser des réunions individuelles avec la Banque au cours de la période d'appel d'offres peuvent être exclus de la procédure d'appel d'offres.

13. Réunion d'information ou visite sur place

Non applicable

14. Ouverture des offres

14.1 Les offres seront ouvertes en séance publique par le comité désigné via Teams ou zoom à une date qui sera communiquée ultérieurement aux soumissionnaires. A cet effet, il est demandé à tous les soumissionnaires de mentionner leur adresse mail dans le registre des DAO au moment du dépôt de leurs offres. Un procès-verbal sera rédigé par le comité et sera disponible sur demande.

14.2 Toute tentative d'un soumissionnaire visant à influencer le comité d'évaluation dans la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres ou visant à obtenir des informations sur le déroulement de la procédure ou à influencer la Banque dans sa décision relative à l'attribution du marché entraîne le rejet immédiat de son offre.

15. Évaluation des offres

15.1 Examen de la conformité administrative des offres

Cette phase a pour objet de vérifier si l'offre est conforme, quant au fond, aux principales prescriptions du dossier d'appel d'offres. Une offre est jugée conforme lorsqu'elle respecte toutes les conditions modalités et spécifications contenues dans le dossier d'appel d'offres, sans déviation ni restriction importante.

15.2 Évaluation technique

À l'issue de l'analyse des offres jugées administrativement conformes, le comité d'évaluation arrêtera un jugement sur la conformité technique de chaque offre et classera les offres en deux catégories : conformes et non conformes techniquement.

Les qualifications minimales requises doivent être évaluées dès cette étape (voir critère de sélection sur l'avis de marché).

15.3 Évaluation financière

Les soumissions jugées techniquement conformes seront soumises à une vérification visant à déceler d'éventuelles erreurs arithmétiques dans les calculs et les totaux. Les erreurs seront corrigées par le comité d'évaluation de la manière suivante :

- lorsqu'il y a une divergence entre le montant indiqué en chiffres et celui indiqué en toutes lettres, le montant en toutes lettres prévaut ;
- sauf pour les marchés à forfait, lorsqu'il y a une divergence entre un prix unitaire et le montant total obtenu en multipliant ce prix unitaire par la quantité, le prix unitaire indiqué prévaut.

Les montants ainsi corrigés sont opposables au soumissionnaire. Si ce dernier ne les accepte pas, son offre est rejetée.

15.4 Critères d'attribution

Pour chaque lot, l'offre la moins disante, conforme sur les plans administratif, technique et dans la limite de l'enveloppe financière allouée à chaque lot.

16. Bon de commande

16.1 L'attributaire est informé par écrit que son offre a été retenue (notification de l'attribution du marché) et un bon de commande lui sera envoyé. Ce dernier doit fournir les preuves documentaires ou les déclarations requises par la législation du pays où la société (ou chaque société en cas de consortium) est établie, montrant qu'il ne se trouve pas dans les situations d'exclusion prévues au point 2.2.2 du Guide des Achats de la BOAD. Ces preuves, déclarations ou documents doivent porter une date qui ne peut dépasser un an par rapport à la date de soumission de l'offre. En outre, l'attributaire doit présenter une déclaration attestant que, depuis la date d'établissement de ces preuves, sa situation n'a pas changé.

16.2 Si l'attributaire ne fournit pas ces documents de preuve ou déclarations dans un délai de 15 jours de calendrier à compter de la notification de l'attribution du marché ou s'il s'avère qu'il a fourni de fausses informations, l'attribution du marché sera considérée comme nulle et non avenue. Dans ce cas, la Banque peut attribuer le marché au second moins disant parmi les soumissionnaires ou annuler la procédure d'appel d'offres.

16.3 Dans un délai de 15 jours après la réception du bon de commande, l'attributaire doit envoyer la garantie de bonne exécution.

16.4 La garantie de bonne exécution est fixée à dix (10) pour cent du montant du marché et devra être présentée selon le modèle figurant en annexe au dossier d'appel d'offres. Elle sera libérée dans les 15 jours suivant la délivrance du certificat de réception provisoire par la Banque, sauf pour la partie imputable au service après-vente.

C. Autres informations

1. Annexe 1 : SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES + OFFRE TECHNIQUE

Intitulé du marché : Fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité du Siège de la BOAD.

Référence de la publication : AOOD/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD

Lot 1 : Fourniture de pièces de rechange de contrôle d'accès et de vidéosurveillance

A	B	C	D	E	F	G
N°	B	MARQUE DEMANDEE	Référence demandée	Marque proposée	Référence proposée	Décision globale
1	Porte badge étanche IDS76+		fabriqué à base de polycarbonate dépoli, il doit être rigide et transparente offrant une visibilité maximale du badge. Il doit être adapté au badge de format 86x54mm conformément à la norme ISO/CEI 7810 : ID-1			
2	Cordons de badge simple avec enrôleur		De couleur rouge « pantone 187C » Rouge et de longueur 10 mm			
3	Enrouleur pour porte badge noir		disposant d'un boîtier en plastique ABS noir résistant et éléments métalliques, avec sangle en vinyle renforcé de tissu et mousqueton. Son mécanisme devra être rétractable et avoir une longueur d'extension d'environ 800 mm			
5	Ferme-porte 120 Kg		bras glissière compas adapté pour les portes ayant jusqu'à 1100 mm de largeur. conforme à la norme EN1154 / force EN4			
6	Ferme-porte 65 Kg		bras glissière compas adapté pour les portes ayant jusqu'à 1100 mm de largeur. conforme à la norme EN1154 / force EN4			
7	Badges	VANDEBILT	DESFIRE 2Ko CRYPT certifié ANSSI FRANCE			
8	Dual Reader Interface DRI	SIEMENS	ADD5100 tension 12-32 Vcc, +/-20%			
9	Caméra projecteur	DAHUA	Modèle : IPC-HFW5842H-ZHE de 8 MP Protection : IP67 / IK10			
10	Caméra dôme PTZ	DAHUA				

Lot 2 : Fourniture des pièces de rechange de la sécurité incendie

D	B	C	D	E	F	G
N°	DESIGNATION	MARQUE DEMANDEE	REFERENCE DEMANDEE	MARQUE PROPOSEE	REFERENCE PROPOSEE	DECISION GLOBALE
3	Diffuseurs sonores sans socles	SIEMENS	SY/C/T/L/CLs B, alimentation : 10-60 Vcc fonctionnant sur tensions 24 Vcc ou 48 Vcc alarme : 90 dB à 2 mètres. Normes : NF S 32-001 et EN 54-3 10-60V	10		
4	Socle pour diffuseur sonore	SIEMENS	Symphoni LX Wall Base. Compatibilité : diffuseurs sonores	10		
6	Module Déporté MD20 avec 2 AES	SIEMENS	livré avec ses deux (2) Alimentation Electrique de Sécurité (AES) Cerberus	1		

Lot 3 : Fourniture des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES)

A	B	C	D	E	F	
N°	DESIGNATION	MARQUE DEMANDEE	REFERENCE DEMANDEE	MARQUE PROPOSEE	REFERENCE PROPOSEE	DECISION GLOBALE
11	Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité	EATON	Gamme : Eaton ULTRALED 2 Système : deux types de pose (murale ou plafond) Système de test : test automatique (SATI) / Fonction AT+ Source lumineuse : LED Certifié NF environnement			

2. Annexe 2 : Offre financière

Budget ventilé (Modèle d'offre financière)

RÉFÉRENCE DE LA PUBLICATION : AO0N/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : <nom>

Cadre de devis lot 1 : Lot 1 : Fourniture de pièces de rechange de contrôle d'accès et de vidéosurveillance

N°	DESIGNATION	QTE DEMANDEE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
1	Porte badge étanche IDS76+	200		
2	Cordons de badge simple avec enrôleur	100		
3	Enrouleur pour porte badge noir	100		
5	Ferme-porte 120 Kg	2		
6	Ferme-porte 65 Kg	5		
7	Badges	100		
8	Dual Reader Interface DRI	3		
9	Caméra projecteur	1		
10	Caméra dôme PTZ	1		
MONTANT				

NB : Le non-respect du cadre de devis ci-dessus est éliminatoire.

RÉFÉRENCE DE LA PUBLICATION : AO0N/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : <nom>

Cadre de devis lot 2 : fourniture des pièces de rechange de la sécurité incendie

N°	DESIGNATION	QTE DEMANDEE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
1	Diffuseurs sonores sans socles	10		
4	Socle pour diffuseur sonore	10		
6	Module Déporté MD20 avec 2 AES	1		
MONTANT				

NB : Le non-respect du cadre de devis ci-dessus est éliminatoire

RÉFÉRENCE DE LA PUBLICATION : AO0N/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : <nom>

Cadre de devis lot 3 : Fourniture des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité (BAES)

N°	DESIGNATION	QTE DEMANDEE	PRIX UNITAIRE	MONTANT
1	Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité	50		
MONTANT				

NB : Le non-respect du cadre de devis ci-dessus est éliminatoire

3. Grilles d'évaluation des offres

GRILLE D'ÉVALUATION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES

FOURNITURE DES PIÈCES DE RECHANGE POUR LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ DU SIÈGE DE LA BOAD.

AOON/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD

Grille complétée par _____ Date : __/__/2__

Calendrier

	Date	Heure
Publication de l'appel d'offres		n.a.
Date limite de soumission		

Participants

Nom	Représentant	Rôle ¹

Évaluation

Au total <XXX> soumissions ont été reçues. A chacune d'elles a été attribué un numéro séquentiel. Ce numéro a été inscrit sur toutes les copies de la soumission et sera retenu tout au long du processus d'évaluation comme unique référence. La liste complète des soumissions reçues est présentée en annexe.

Cette partie sera renseignée exclusivement par la BOAD.

1- Grille d'évaluation administrative

lot 1, lot 2 et lot 3

N° d'enveloppe de l'offre	Nom du soumissionnaire	Date de réception de l'offre	Offre soumise à temps? (oui/non)	L'enveloppe est-elle bien scellée et bien présentée? (oui/non)	La déclaration sur honneur signée est-elle fournie? (oui/non)	Le formulaire de soumission est-il fourni?(oui/non)	L'ensemble des documents est-il fourni?	La langue est-elle conforme? (oui/non)	Décision globale (Acceptée/rejetée)
1									
2									

NB : L'absence d'un de ces critères entraîne le rejet de la totalité de l'offre.

¹ Évaluateur, président, secrétaire, ...

2- Grille d'évaluation technique lot 1, lot 2 et lot 3

Numéro d'enveloppe de l'offre	Le délai de livraison est-il conforme? (oui/non)	Les preuves de prestations similaires sont-elles fournies? (oui/non)	Le cadre de devis est-il conforme	Les spécifications techniques des équipements sont-elles conformes? (oui/non)	La garantie de bon fonctionnement est-elle fournie?	Décision globale (Acceptée/ rejetée)
1						
2						

NB : L'absence d'un de ces critères entraîne le rejet de la totalité de l'offre.

3- Grille d'évaluation financière lot 1, lot 2 et lot 3

Numéro de l'offre	Nom du soumissionnaire	Offre financière	Remise offerte/ erreur	Offre financière après remise ou éventuelles corrections	Offre financière conforme au budget alloué? (oui/non)	Décision globale (Acceptée/ rejetée)
1						
2						

NB : Seules les offres qui respectent tous les critères administratifs et techniques sont évaluées.

D. FORMULAIRE DE SOUMISSION, DECLARATION SUR L'HONNEUR SUR LES CRITERES DE SELECTION ET D'EXCLUSION, MODELES DE GARANTIE DE SOUMISSION, AUTORISATION DU FABRICANT

- Formulaire de soumission
- Déclaration sur l'honneur sur les critères d'exclusion
- Modèles de garantie de bonne exécution

FORMULAIRE DE SOUMISSION POUR UN MARCHÉ DE FOURNITURES

Procédure ouverte Nationale

AOON/N°031/2026/DAG/DPA/BOAD

Intitulé du marché : Fourniture de pièces de rechange pour les installations de sécurité du Siège de la BOAD.

Un original signé du présent formulaire de soumission de l'offre (comprenant si nécessaire les déclarations du chef de file et de tous les membres (dans le cas d'un consortium) doit être fourni. Les annexes au présent formulaire de soumission (à savoir, les déclarations et preuves) peuvent être des originaux ou des copies. Si ce sont des copies qui sont fournies, les originaux doivent être délivrés à la Banque lorsque celle-ci le requiert.

1- OFFRE SOUMISE par (identité du soumissionnaire)

	Nom(s) et adresses(s) de l'entité ou des entités juridique(s) soumettant la présente offre	Nationalité
Chef de file		
Membre		
Etc.		

2- PERSONNE À CONTACTER (pour la présente offre)

Nom	
Organisation	
Adresse	
Téléphone	
Adresse électronique	

DOMAINES DE SPÉCIALISATION

Veuillez utiliser le tableau ci-dessous pour indiquer les domaines de spécialisation pertinents en rapport avec le présent marché de chaque entité juridique soumettant la présente offre, en inscrivant ces domaines en tête de chaque ligne et le nom de l'entité juridique en tête de chaque colonne. Cochez alors la/les case(s) correspondant au(x) domaine(s) de spécialisation dans le(s)quel(s) chaque entité juridique possède une expérience significative. **[10 domaines au maximum]**.

	Chef de file	Membre 2	Membre 3	Etc.
Spécialisation pertinente n 1				
Spécialisation pertinente n°2				
Etc.				

3- EXPÉRIENCE

Veillez compléter le tableau ci-dessous pour résumer les principaux projets pertinents en rapport avec le marché qui ont été menés à bien au cours des 3 dernières années par l'entité ou les entités juridique(s) soumettant ladite offre. Le nombre de références fournies ne doit pas excéder 15 pour l'ensemble de l'offre.

Réf. n° (maximum 15)	Intitulé du projet							
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (en FCFA)	Part obtenue par l'entité juridique (%)	Quantité de personnel fournie	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des membres éventuels du consortium
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		

Dans le cadre de son offre, chaque entité juridique recensée au point 1 du présent formulaire est tenue de soumettre une déclaration signée.

4- DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

Chaque entité juridique identifiée au point 1 de ce formulaire, y compris chaque membre du groupement de soumissionnaires en cas de consortium, doit soumettre, en tant que partie de son offre, une déclaration signée utilisant le format ci-dessous. La déclaration peut être fournie en version originale ou en copie. Si la déclaration est fournie en copie, l'original devra être envoyé à la Banque à la demande de celle-ci.

En réponse à votre lettre d'invitation à soumissionner pour le marché précité, nous déclarons par la présente que :

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous avons examiné et nous acceptons dans sa totalité le contenu du dossier d'appel d'offres n° <.....> du <date>. Nous acceptons sans réserve ni restriction et intégralement ses dispositions.
2. **Nous proposons d'exécuter, conformément aux termes du dossier et selon les conditions et délais indiqués, sans réserve ni restriction les livraisons suivantes :** [*description des fournitures avec indication des quantités et de l'origine des produits*]
3. Le prix de notre offre à l'exclusion des pièces de rechanges et des consommables, le cas échéant est de [*à l'exclusion des remises décrites au point 4*] : [.....]
4. Nous accordons une remise de [%], ou [.....] [*dans le cas où le lot n° ... et le lot n° ... nous seraient attribués*].
5. Cette offre est valable pour une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres.
6. [si applicable] Si notre offre est retenue, nous nous engageons à fournir une garantie d'exécution comme demandé aux Conditions particulières du contrat de fournitures.
7. Notre société / compagnie [*et nos sous-traitants*] a / ont la nationalité suivante : <.....>
8. Nous soumettons cette offre en notre nom [**comme membre du consortium** mené par < nom du soumissionnaire principal / nous-mêmes >]. Nous confirmons que nous ne soumissionnons pas sous une autre forme pour le même contrat. [Nous confirmons en tant que partenaire du consortium que tous les partenaires sont juridiquement responsables, conjointement et solidairement, pour l'exécution du contrat, que le titulaire principal est autorisé à lier et à recevoir des instructions au nom et pour le compte de chacun des membres, que l'exécution du contrat, y compris les paiements, relève de la responsabilité du partenaire principal et que tous les partenaires de la Joint-Venture/du Consortium sont liés pour toute la durée d'exécution du contrat].
9. Nous ne relevons d'aucune des situations nous interdisant de participer à l'attribution du contrat, qui figurent au point 2.2.2 du Guide des achats de la BOAD (disponible à l'adresse Internet suivante : www.boad.org/politiques-procedures-directives/). Dans l'éventualité où notre offre serait retenue, nous nous engageons à fournir les preuves usuelles aux termes de la législation du pays dans lequel nous sommes établis, attestant que nous ne nous trouvons dans aucune de ces situations d'exclusion. La date figurant sur la preuve ou sur les documents fournis ne sera pas antérieure de plus d'un an à la date de soumission de l'offre et, de surcroît, nous fournirons une déclaration que notre situation n'a pas changée durant la période qui s'est écoulée depuis l'établissement de la preuve en question.

En cas de demande, nous nous chargerons également de fournir la preuve de la situation

économique et financière ainsi que de la capacité technique et professionnelle conformément aux critères de sélection fixés pour cet appel d'offres.

Nous sommes également conscients du fait que si nous ne fournissons pas la preuve dans un délai de 15 jours calendrier suivant la réception de la notification de l'attribution du marché ou si l'information fournie s'avère fautive, l'attribution pourra être considérée comme nulle et non avenue.

10. Nous prenons note du fait que la BOAD n'est pas tenue de poursuivre cette invitation à soumissionner et se réserve le droit de n'attribuer qu'une partie du contrat. Il n'encourt aucune responsabilité vis-à-vis de nous en procédant ainsi.

Formule de politesse

Nom et prénom : <.....>

Dûment autorisé à signer cette offre au nom :

<.....>

Lieu et date : <.....>

Sceau de la société :

Cette offre comprend les annexes : [*Liste numérotée des annexes avec les titres*]

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX SITUATIONS D'EXCLUSION

**Déclaration sur l'honneur relative
aux critères d'exclusion**

[Le][La] soussigné[e] [insérer le nom du signataire du présent formulaire]:

(uniquement pour les personnes morales) représentant la personne morale suivante: Dénomination officielle complète : Forme juridique officielle : Numéro d'enregistrement légal : Adresse officielle complète: N° d'immatriculation à la TVA : («la personne»)
--

I- Situations d'exclusion concernant la personne

(1) déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON
(a) Est en état de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de cessation d'activité, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(b) a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée (c'est-à-dire, contre lequel il n'y a plus de recours possible) pour tout délit mettant en cause sa conduite professionnelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(c) En matière professionnelle, a commis une faute grave	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(d) N'a pas rempli ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où elle est établie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(e) N'a pas rempli ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon les dispositions légales du pays où elle est établie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(f) S'est rendue gravement coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par la Banque pour sa participation à un contrat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(g) Dans le cadre d'un autre contrat financé par la Banque, at été déclarée en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(h) Il a été établi par un jugement définitif que l'entreprise est coupable de l'un des faits suivants : i) fraude ; ii) corruption ; iii) comportements liés à une organisation criminelle ; iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes ; vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains .	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(i) Les entreprises d'un pays ou les fournitures fabriquées dans un pays peuvent être exclues si, en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays dans lequel s'exécute le contrat interdit toute importation de fournitures en provenance dudit pays ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays. Lorsque le pays de la Banque interdit les paiements à une entreprise particulière ou pour des fournitures particulières en application d'une telle décision, cette entreprise peut être exclue.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(j) Est exclue de la participation à une procédure de passation des marchés, en vertu d'une décision rendue par une Autorité Nationale en charge de la régulation des Marchés Publics d'un pays de l'Union, ou par une juridiction judiciaire, pour cause de violation de la réglementation en matière de marchés publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(k) Est sur la liste d'exclusion de l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

II- Situations d'exclusion concernant les personnes physiques ou morales ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de la personne morale et des bénéficiaires effectifs

Ne s'applique pas aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales

(2) déclare qu'une personne morale qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de ladite entreprise ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	S.O.
situation visée au point 1) c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) d) ci-dessus (défaut de paiement des cotisations sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) e) ci-dessus (défaut de paiement des taxes et impôts)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) f) ci-dessus (fausses déclarations)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) g) ci-dessus (non-respect des obligations contractuelles)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point 1) h) ci-dessus (fraude, corruption, lien avec une organisation criminelle, financement du terrorisme, travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III-Situations d'exclusion concernant les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne morale

(3) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes <u>[Dans l'affirmative, veuillez indiquer, en annexe à la présente déclaration, la situation et le(s) nom(s) de la (des) personne(s) concernée(s), en donnant une brève explication.]</u> :	OUI	NON	S.O.
situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
situation visée au point b) ci-dessus (condemnation pour délit mettant en cause leur conduite professionnelle)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IV-Autres motifs de rejet de la présente procédure

(4) déclare que la personne susmentionnée:	OUI	NON
a participé précédemment à l'élaboration des documents de marché utilisés lors de la présente procédure d'attribution, si cela a entraîné une violation du principe d'égalité de traitement, notamment une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
fait l'objet d'un conflit d'intérêts susceptible de nuire à l'exécution du contrat.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V- Mesures correctrices

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne peut indiquer les mesures correctrices qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, afin de permettre à l'ordonnateur de déterminer si ces mesures sont suffisantes pour démontrer sa fiabilité. Il peut s'agir, par exemple, de mesures prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, de l'indemnisation du dommage ou du paiement des amendes ou de tout impôt ou toute cotisation de sécurité sociale. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point (1) (d) de la présente déclaration.

VI-Justificatifs sur demande

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne doit fournir des informations sur les personnes physiques et morales qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possèdent des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, y compris les personnes physiques et morales faisant partie de la structure de propriété et de contrôle et les bénéficiaires effectifs, ainsi que les justificatifs appropriés attestant qu'aucune de ces personnes ne se trouve dans l'une des situations d'exclusion visées aux points 1) c) à 1) i).

Elle doit également fournir les justificatifs suivants concernant la personne proprement dite et la ou les personnes physiques ou morales sur la capacité desquelles la personne compte s'appuyer, ou un sous-traitant, et concernant la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne.

Nom et prénoms

Date

Signature²

² La déclaration doit être signée à l'aide d'une signature manuscrite

GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION
(À remplir sur papier à en-tête de l'institution financière)
À l'attention de <nom et adresse du maître d'ouvrage>

ci-après le «la Banque/maître d'ouvrage»

Objet : Garantie n° ...

Garantie de bonne exécution pour l'exécution complète et correcte du marché <numéro et intitulé du marché> (rappelez le numéro et l'intitulé dans toute correspondance)

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière>, déclarons irrévocablement par la présente garantir, comme débiteur principal, et non seulement comme caution, pour le compte de <nom et adresse du contractant>, ci-après le «contractant», le paiement au profit du maître d'ouvrage de <montant de la garantie de bonne exécution>, représentant la garantie de bonne exécution mentionnée aux conditions particulières du marché <numéro et intitulé du marché> conclu entre le contractant et la maître d'ouvrage, ci-après le «marché».

Le paiement sera effectué sans contestation ni procédure judiciaire d'aucune sorte, dès réception de votre première demande écrite (envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception), déclarant que le contractant n'a pas satisfait à l'exécution pleine et entière de ses obligations contractuelles. Nous ne retarderons pas le paiement et nous ne nous y opposerons pour aucune raison. Nous ne pourrions en aucun cas bénéficier des exceptions de la caution. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous convenons de ce qu'aucune modification des conditions du marché ne peut nous libérer de notre responsabilité au titre de la présente garantie. Nous renonçons au droit d'être informé des changements, ajouts ou modifications apportés au marché.

Nous notons que la libération de la garantie s'effectuera conformément aux conditions générales du marché en tout état de cause après la réception provisoire des travaux.

Le droit applicable à la présente garantie est celui de :[<le pays dans lequel est établie l'institution financière qui émet la garantie ou le pays du maître d'ouvrage>]. Tout litige découlant de la garantie ou y relatif sera porté devant les tribunaux de : [<le pays dans lequel est établie l'institution financière qui émet la garantie ou le pays du maître d'ouvrage>].

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet à la date de sa signature.

Fait à <insérez le lieu>, le <insérez la date>

<Signature>

<Signature>

<Fonction dans l'institution financière/la banque>

<Fonction dans l'institution financière/la banque>

Cachet de l'organisme garant